

## **GREVE, MANIFESTATION ET AG LE 13 MARS**

# **LE RETOUR DU JEUDI**

Le mardi 4 mars, 400 collègues étaient rassemblés devant l'Assemblée Nationale. Le rassemblement fut suivi d'une Assemblée générale de grève, à laquelle ont participé 137 collègues, venus de 33 établissements du 93, ainsi que d'établissements du 92, du 95 et du 75. Cette AG a voté massivement la grève pour le jeudi 13 et appelé à une nouvelle Assemblée générale ce même jour. SUD Education soutient l'appel de l'AG, considérant que celle-ci est souveraine.

Pour renforcer cette dynamique, il est très important non seulement de participer à la journée de grève et de manifestation prévue le jeudi 13 mars, mais aussi de participer à l'Assemblée générale organisée à 16h à l'Annexe de la Bourse du Travail de Paris. **Plus nous serons nombreux en Assemblée générale, plus celle-ci sera à même de prendre des décisions et de se donner les moyens de les appliquer, de manière à renforcer réellement la dynamique de mobilisation par la base.**

**TOUTES ET  
TOUS EN :**

➔ **AG D'ETABLISSEMENT POUR VOTER  
LA GREVE ET VOS REVENDICATIONS !**

➔ **GREVE ET EN MANIFESTATION LE 13  
MARS: RDV à 14H à SAINT-MICHEL**

➔ **AG DE GREVISTES LE 13 MARS à 17H  
à L'ANNEXE DE LA BOURSE DU TRAVAIL  
DE PARIS, AU 85 RUE CHARLOT, METRO  
REPUBLIQUE**



### **Les revendications de Sud sur les moyens, les statuts et l'éducation prioritaire**

- Baisse des seuils (18 en collège non ZEP, 16 en ZEP, 24 en lycée)
- Des DHG à la hauteur des besoins de tous les établissements, sans déshabiller Pierre pour habiller Paul
- 1/9e de décharge supplémentaire pour **tous** les personnels de **toute** l'éducation prioritaire
- Pas de contractualisation des moyens, pas de recrutement au profil, pas de chantage à la pédagogie du socle
- Non à la réforme des statuts dans ces conditions, oui à une réforme qui reconnaît toutes nos missions en plus de l'enseignement, et tient compte de ce temps de travail par un abaissement de la présence devant élèves (-3h)
- Titularisation de tou-tes les précaires sans condition de nationalité ni de concours